

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1917

Artikel: La santé de l'Allemagne est plus importante que le prix du franc
Autor: Dépraz, Alex
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025771>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

abusive laissée aux cantons dans l'imposition des holdings et autres sociétés seraient un geste spectaculaire et légitime qui dé-surévaluerait le franc suisse.

La seconde intervention doit concerner directement les industries d'exportation, notamment là où sont menacées les conditions de travail. Une application extensive de la loi sur les risques à l'exportation⁸ est

exigible. L'article 5 précise que la Confédération, par le biais de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE), entend «*créer et maintenir des emplois en Suisse*» et qu'elle «*peut confier à l'ASRE d'autres tâches relevant de la politique économique extérieure*». En l'occurrence, il s'agirait d'assurer que le paiement en euros correspondra en francs suisses à la valeur des monnaies à la date de la

signature du contrat, ou en référence à une date prédéterminée. L'extension de cette mesure devrait intervenir en urgence.

Cette garantie contre les pertes de change coûtera quelques millions que la Confédération aura à assumer – bien moins que les milliards du sauvetage d'UBS. Mais la solidarité nationale a un prix si l'on ne veut pas se contenter de bonnes paroles.

La santé de l'Allemagne est plus importante que le prix du franc

Alex Dépraz • 4 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17973>

Les exportations helvétiques ne dépendent que de manière modérée des taux de change

La cherté du franc menace les entreprises exportatrices: même s'ils diffèrent sur le remède, patronat et syndicats, gauche et droite, ne discutent pas le théorème économique du moment. Le raisonnement est logique: lorsque le franc suisse s'apprécie au regard des devises de nos principaux clients – l'euro, mais aussi le dollar ou le yen – les produits suisses deviennent

automatiquement plus chers. Ils sont donc moins vendus.

Toutefois, comme dans n'importe quel marché, le prix n'est qu'un des facteurs qui influence la demande des produits d'exportation. La demande des produits d'exportation dépend également de la santé économique de nos partenaires commerciaux. S'ils sont en forte croissance, ils nous achètent plus de biens.

Alors, du taux de change ou de la bonne conjoncture économique, quel est le

facteur déterminant?

Une étude de Credit Suisse réalisée en 2009⁹ avait comparé l'élasticité des exportations par rapport à la demande étrangère et par rapport au taux de change. Elle arrive à la conclusion que le volume des exportations suisses est très sensible à la croissance des partenaires commerciaux tandis qu'il est «*relativement inélastique par rapport aux fluctuations des taux de change*». Ainsi, si l'Allemagne a une forte croissance

économique comme en 2010¹⁰ (3,6%), les exportations suisses vers ce pays croissent en règle générale du double, soit de 7,2%. Alors que si le franc s'apprécie de 1%, la diminution n'est que de moitié soit 0,5%.

Les exportations suisses ont donc beaucoup plus souffert de la crise financière de 2007¹¹ qui a entraîné un ralentissement quasi

mondialisé de la croissance que de l'actuelle cherté du franc. Grâce à la croissance soutenue de nos clients – et surtout de l'Allemagne qui bénéficie, elle, de la baisse de l'euro –, les exportations suisses se portent actuellement bien.

A cela s'ajoute que les produits helvétiques se caractérisent par leur haute qualité ainsi que par leur forte intensité de

connaissance et de recherche. Les acheteurs ne renoncent pas facilement à la qualité et à l'innovation même si les prix augmentent quelque peu.

Une raison de plus pour que les salariés refusent d'accepter les sacrifices demandés par un secteur économique qui semble profiter de l'occasion pour diminuer ses coûts.

Lutte contre la pauvreté: quand les clichés le disputent à l'efficacité

Jean-Daniel Delley • 2 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17939>

Les leçons d'une approche scientifique et expérimentale

La majorité du Grand Conseil zurichois veut interdire aux bénéficiaires de l'aide sociale de posséder ou de louer un véhicule automobile²⁵. Ainsi réapparaît, s'il avait jamais disparu, le cliché du pauvre incapable de gérer son quotidien et qu'il faut mettre sous tutelle.

Un cliché présent non seulement à Zurich et dans quelques cantons qui pratiquent déjà cette interdiction, mais qui caractérise trop de politiques

bien intentionnées de lutte contre la pauvreté partout dans le monde. Car offrir une aide aux plus démunis sans que ces derniers puissent définir leurs besoins constitue déjà une mise sous tutelle.

C'est ce que dénonce l'économiste française Esther Duflo²⁶, enseignante au *Massachusetts Institute of Technology* et au Collège de France, mais surtout infatigable chercheuse de terrain (*Das Magazin* 25/2011).

Si l'on veut combattre efficacement la pauvreté, il

faut tout d'abord savoir qui sont les pauvres, comment ils vivent. Or les données fiables à ce sujet sont étonnamment rares. L'image que nous avons de la pauvreté reflète surtout notre ignorance et nos préjugés.

Ensuite il est indispensable d'évaluer avec précision les effets de l'aide. Esther Duflo ne se satisfait ni des théories générales ni de slogans. Depuis 15 ans, elle conduit des expériences et récolte des informations sur les cinq continents. Elle a pu constater que les plus pauvres sont pour la plupart des êtres rationnels qui